

Au terme de son premier quinquennat, le premier Président de la Guinée indépendante, le Professeur Alpha Condé, élu à l'issue d'un processus démocratique remarquable, remettra son mandat en jeu, le 11 octobre prochain.

Dans quelques jours donc, les citoyennes et citoyens guinéens auront encore rendez-vous devant les urnes afin de satisfaire au rituel démocratique de choix de la femme ou de l'homme qui aura la lourde charge de conduire les destinées de la Nation Guinée pendant cinq autres années.

La période de campagne politique est un moment crucial que chaque candidat devra mettre à profit pour mieux convaincre l'électorat. La légitime prétention d'un citoyen ou d'une citoyenne à briguer la présidence de la République doit avant tout, reposer sur des acquis à présenter et à défendre devant les populations.

Au carrefour des interrogations, à l'heure des bilans (puisqu'il faut évoquer, capitaliser et fructifier les bonnes meurs de gouvernance), que constitue la période préélection, chaque candidat à la tribune populaire de défense des bilans de combien peuvent soutenir et défendre un bilan si élogieux pour convaincre ?

En ce qui concerne l' élu du Peuple de Guinée, le bilan est plus qu'évident. Lors de la campagne présidentielle de 2010, le Prof. Alpha Condé avait promis de conduire son cher pays vers le changement porteur de croissance et de développement, bref faire de la Guinée "un pays émergent".

De toute évidence, en cinq années de gouvernance, le Prof. Alpha Condé a fait une grande démonstration de sa capacité à conduire le peuple de Guinée vers le bonheur en dépit de la situation économique catastrophique qu'il a héritée de la transition militaro-civile de 2008-2010 et les dégâts causés par le virus Ebola. Le Prof. Alpha Condé a mené des réformes courageuses, hardies et incontournables dans tous les domaines notamment, les finances publiques, la monnaie, le budget, l'éducation, la santé, la coopération internationale, l'énergie, l'agriculture, l'élevage, la pêche, la défense et la sécurité, les mines, l'Administration et la fonction publique.

Les fidèles lecteurs se souviendront de la nomenclature de 15 réalisations dans les précédents articles, à savoir :

- 1. Le renforcement de la Démocratie et du respect des Droits fondamentaux de l'homme ;**
- 2. La promotion du genre et de l'équité ;**
- 3. La protection sociale et l'amélioration de la sécurité économique ;**
- 4. La Réforme des forces de défense et de sécurité ;**
- 5. La Gouvernance administrative ;**
- 6. Lutte contre la corruption et l'impunité ;**
- 7. Le renforcement du système de communication ;**
- 8. Le renforcement du système éducatif ;**
- 9. L'amélioration de l'accès aux services de santé ;**
- 10. L'Amélioration de l'accès à l'eau potable et à l'électricité ;**
- 11. L'Amélioration des infrastructures routières ;**

12. **L'établissement de la stabilité macroéconomique ;**
13. **L'établissement de la stabilité monétaire et budgétaire ;**
14. **Dynamisation de l'Administration centrale et la création d'emploi ;**
15. **Appui au paysannat et les campagnes agricoles.**

Dans cette troisième partie de nos livraisons, nous présentons sur la pointe de l'évidence, des résultats significatifs dans treize domaines ou secteurs et découlant de la mise en œuvre des mesures de réformes hardies engagées par le gouvernement de la Troisième République. On est bien sûr, loin de l'exhaustivité.

## **1. Finances publiques**

### **1.1. Récapitulatif des principaux indicateurs économiques**

|  | <b>2010</b> | <b>2013</b> | <b>2014 (est°.)</b> |
|--|-------------|-------------|---------------------|
| Inflation  | 21,5%       | 10,5        | 9,3%                |
| Taux de croissance                                 | 1,9%        | 2,3         | 1,3%                |
| Stock de la dette extérieure<br>(en milliards USD) | 3,2         | 1,4         | 1,6                 |
| Service de la dette (par<br>rapport au budget)     | 68%         | 20%         |                     |
| Parité USD (1 USD/GNF)                             | 9 000       | 7 000       | [7150-7200]         |
| Parité Euro (1 euro/GNF)                           | 10 000      | 9 000       | [8900-9000]         |
| Réserve devises (en mois)                          | 0,8         | 5           | 3,6                 |
| Recettes fiscales (en<br>milliards Gnf)            | 3,93        | 7,44        | 7,14 (fin nov.)     |
| Taux de pauvreté                                   | 58%         | 55,2%       | 56%                 |
| Recettes pêche (en milliards<br>Gnf)               | 5,23        | 14,96       | 21,62               |
| Taux de pression fiscale (en<br>% du PIB)          | 15%         | 18,4%       | 18,7%               |

### **1.2. Autres indicateurs :**

Depuis 2010, la Guinée progresse dans à peu près tous les indicateurs de performance internationaux :

### 1.2.1. Indice de Perception de la Corruption

- 2006 : note IPC = 1,9. 160<sup>ème</sup> (pays le plus corrompu d'Afrique)
- 2009 : note IPC = 1,8. 168<sup>ème</sup>
- 2010 : note IPC = 2,0. 164<sup>ème</sup>
- 2011 : note IPC = 2,1. 164<sup>ème</sup>
- 2012 : note IPC = 2,4. 154<sup>ème</sup>
- 2013 : note IPC = 2,4. 150<sup>ème</sup>
- 2014 : note IPC = 2,5. 145<sup>ème</sup> (+ 19 places en 3 ans)

### 1.2.2. Indice de Développement Humain (Il est situé entre 0 et 1, plus il est proche de 1, plus le niveau de vie est considéré comme élevé)

- 2010 : 0,344
- 2011 : 0,344
- 2012 : 0,355
- 2013 : 0,392

### 1.2.3. Indice Doing Business

#### Classement de la Guinée au Doing Business depuis 2009

| 2015 | 2014 | 2013 | 2012 | 2011 | 2010 | 2009 | Moyenne de la Guinée<br>Depuis 2009 (sur 189 pays) |
|------|------|------|------|------|------|------|--|
| 169  | 175  | 178  | 179  | 179  | 173  | 171  | 175  |
| + 6  | + 3  | + 1  |      |      |      |      |  |

***La Guinée a progressé de 9 points en 3 ans***

### 1.2.4. Indice Moh Ibrahim de la Bonne gouvernance

En 2010, avant l'arrivée du Président Alpha Condé à la tête de la Guinée, notre indice IIAG (Indice Ibrahim de la Gouvernance Africaine. NDLR) était de 36 points, aujourd'hui il est de 43 points.

La Guinée est passée de la 45<sup>ème</sup> en 2010 à la 42<sup>ème</sup> place en 2014.

De l'avis de Mo Ibrahim lui-même : « *la Côte d'Ivoire, la Guinée et le Niger, notamment, ont depuis 2009 inversé une trajectoire négative, pour se hisser en tête des pays ayant le plus progressé au cours des cinq dernières années.* »

### 1.3. Quelques mesures majeures ayant contribué à l'assainissement des finances publiques et à la bonne gouvernance économique :

- Instauration de l'Unité de Caisse ;
- Assainissement de l'environnement des affaires à travers la création de l'APIP et de son Guichet Unique ;
- Adoption d'un nouveau code des marchés publics ;
- Assainissement du fichier de la fonction publique ;

## **2. Ministère de l'Enseignement Pré-Universitaire**

### **2.1. Infrastructures :**

- **5 098** salles de classe ont été construites entre 2011 et 2014 contre **1204** entre 2000 et 2010 ;
- **400** autres salles de classe ont été réhabilitées,
- Six **(6)** Directions Préfectorales/Communales de l'Education ont été construites (**Matoto, Kindia, Boffa, Mamou, Beyla, Siguiri**),
- Six **(6)** Directions Préfectorales/Communales de l'Education sont en cours de réalisation (**Pita, Kankan, Macenta, Kérouané, Kaloum, Kouroussa**).

### **2.2. Indicateurs majeurs :**

#### **2.2.1. Taux d'inscription et de scolarisation :**

- Le taux d'inscription au primaire est passé de **82%** en 2010 à **88%** en 2014.
- Le Taux brut de scolarisation est passé de **78%** en 2010 à **86%** en 2014
- Le Taux de scolarisation de la jeune fille est passé de **70%** en 2010 à **76%** en 2014

#### **2.2.2. Inspection pédagogique et administrative :**

**17 100** enseignants et encadreurs ont reçu la visite des inspecteurs des niveaux préfectoral, régional et national contre **182** enseignants et encadreurs inspectés en 2004. Il est à préciser que de 2004 à 2010, aucune inspection pédagogique n'a été effectuée.

#### **2.2.3. Temps d'enseignement :**

Augmentation du temps d'enseignement de **650 heures** avant 2011 à **1150 heures** de nos jours et un regain de la fréquentation des élèves de **55%** à **95%** et de celle des enseignants de **65%** à **99%**.

Réduction du temps d'attente des résultats des épreuves (notamment le Bac) de **2 mois au moins à 2 semaines après la dernière épreuve**.

## **3. Ministère de l'Industrie et des PME**

- Deux nouvelles usines de farine implantées en 2013 contre une (01) usine (GMG) sous la 2<sup>ème</sup> République ;

- Trois usines de ciment construites courant 2013-2014 contre une (01) cimenterie (Ciments de Guinée) sous la 2<sup>ème</sup> République ;
- Dix-Neuf entreprises industrielles privatisées en arrêt d'activité retournées dans le portefeuille de l'Etat ;
- Trente Six (36) entreprises d'ensachage d'eau de table créées contre une (01) usine (Eau de Coyah) sous la 2<sup>ème</sup> République ;
- Trois (03) usines de gaz implantées contre deux (02) sous la 2<sup>ème</sup> République ;
- Trois (03) usines de bonbon créées contre une (01) usine (AMACIF) sous la 2<sup>ème</sup> République ;
- Quatre (04) usines de tôles créées en 2013-2014 contre trois (03) sous la 2<sup>ème</sup> République ;
- Quatre (04) usines de Savon créées contre une (01) usine, (la savonnerie Alpha sous la 2<sup>ème</sup> République ;
- Cinq (05) usines de fer à béton installées contre une (01) usine (SODEFA) sous la 2<sup>ème</sup> République ;
- Deux (02) nouvelles huileries installées contre une (01) usine de production d'huile végétale, (Huilerie Sincéry de Dabola)

| Unités industrielle    | 3ème République (3 ans) | 2ème République (24 ans) |
|------------------------|-------------------------|--------------------------|
| farine                 | 2                       | 1                        |
| Ciment                 | 3                       | 1                        |
| Gaz                    | 3                       | 2                        |
| Bonbons                | 3                       | 1                        |
| Tôles                  | 4                       | 3                        |
| Savon                  | 4                       | 1                        |
| Fer à béton            | 5                       | 1                        |
| Huilerie               | 2                       | 1                        |
| <b>Total (1)</b>       | <b>26</b>               | <b>11</b>                |
| <i>Ensachage d'eau</i> | <i>36</i>               | <i>1</i>                 |
| <b>Total (2)</b>       | <b>62</b>               | <b>12</b>                |

#### 4. Ministère de l'Elevage

| Réalisations   | Quantités                       | Observations   |
|--|---------------------------------|--|
| Organisation de campagnes nationales de vaccination contre la peste des petits ruminants (nombre de têtes vacciné)                                       | 1.064.269<br>413.970<br>339.292 | 1 <sup>ères</sup> campagnes de grande envergure couvrant tout le pays depuis l'apparition de cette maladie en Guinée il y a près de 20 ans |
| Réhabilitation et équipement des Centres d'Appui et de Démonstration de l'Élevage (CAE de Boké et CAE Beyla)   | 2                               | Les deux Centres n'ont bénéficié d'aucune rénovation depuis respectivement 1992 et 1998  |
| Construction d'un marché à bétail à vocation sous régionale, aménagé et équipé à Kounsitel / Gaoual  | 1                               | 1 <sup>er</sup> marché à bétail à vocation sous régionale réalisé en Guinée  |
| Aménagement de pistes pour le désenclavement de zones d'élevage (Boumméhoun-Maléah) et l'accès au CAE de Famoïla   | 36,3 km                         | 1 <sup>ères</sup> pistes réalisées par le département de l'élevage pour le désenclavement de zones d'élevage                               |
| Formation d'agro-éleveurs en techniques d'élevage, de fertilisation des sols et culture attelée à Gaoual, Dinguiraye, Beyla, Mandiana, Faranah et Mamou) | 5.260 agro-éleveurs             | Dont 1.421 femmes  |
| Sécurisation des pâturages à travers des clôtures en poteaux en béton et fils de fer barbelés au niveau des CAE de Boké et Famoïla                       | 246 ha                          | Ces clôtures étaient jadis quasiment inexistantes ou dégradées   |
| Réalisation d'un micro barrage (retenue d'eau) au CAE de Boké  | 1                               | Il s'agit du premier barrage à vocation pastorale réalisé dans un CAE  |
| Renforcement des organisations locales spécialisées dans la promotion du bétail endémique  | 30                              | Pour la première fois, des organisations locales ont été mises en place et renforcées pour la promotion du bétail endémique                |
| Ouverture et entretien de pare-feux  | 117 km                          | Ces pare-feux servent à la gestion des feux de brousse pour la préservation des écosystèmes du bétail ruminant endémique                   |

## 5. Ministère du Commerce

- Mise sur le marché, tous les mois, de 30 000 tonnes métriques de riz aux prix variant entre 160 000 GNF et 183 000 GNF le sac de 50 kg, contre 280 000 GNF voir 400 000 GNF avant le lancement du programme.

- Subvention du prix du carburant à la pompe ; ce qui a permis de maintenir le prix du litre d'essence ou de gasoil à 9 500 FG pendant deux (2) ans ;
- Approvisionnement des populations en riz en 2011 et 2012 pendant le Ramadan et la période de soudure avec un stock de 100 000 (milles) tonnes, disponible dans les magasins témoins ;
- Subvention du prix du sac de farine pour maintenir le prix du pain à un taux raisonnable ;
- Réduction du taux des droits de Douane sur toutes les marchandises de premières nécessités (riz, sucre, farine, huile) etc. de 12,75% à 2,75% en faveur des commerçants importateurs pour stabiliser ces différents prix.
- Pendant quatre (4) années, les prix des principales denrées de première nécessité, notamment le riz, sont restés stables sur le marché
- Pour la première fois, la Guinée a réussi qu'un de ses produits obtienne une certification commerciale internationale. Le café Ziama a obtenu le label d'appellation d'origine contrôlée : « Ziama Macenta »

## **6. Ministère de l'Emploi, du Travail, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle**

### **6.1. Formation professionnelle**

#### **6.1.1. Infrastructures :**

- Rénovation de plusieurs centres de formation professionnelle :
  - Bordo Kankan (pas de travaux depuis 1968) ;
  - ENSAC ;
  - Donka ;
  - CEPERTAM ;
  - Ratoma ;
  - Lambanyi ;
  - Matoto ;
  - ENAE KOBA ;
  - ENAE TOLO.
- Bouclage du Financement de 6 écoles professionnelles avec le Fond saoudien et la BID. Démarrage des travaux en 2015 (depuis 1983, la Guinée n'a plus construit de Centre de formation dédié au génie).
- Equipement d'une salle informatique au CNPG avec 30 unités
- Partenariat avec l'ONG Suisse ASF (Apprentissage Sans Frontières) avec la mise à disposition de 25 ordinateurs à l'ENPT, 25 ordinateurs à l'ENAM et 10 ordinateurs à l'ENSAC ;

#### **6.1.2. Indicateurs majeurs**

- L'effectif total des apprenants inscrits dans les institutions de formation de formation technique et professionnelle était de 23 260 en 2010. Il est passé à 56 382 en 2013.
- En moyenne l'évolution du nombre d'apprenants dans les écoles professionnelles est passée de + 30% par an pour la période précédant 2010 à plus de 75% par an depuis 2011.
- Par ailleurs, de plus en plus de jeunes sont intéressés par l'apprentissage d'un métier. Les effectifs des candidats à l'entrée dans une école professionnelle étaient de 3 506 en 2010, 5 598 en 2011, 15 850 en 2012 et 17 675 en 2013. Cinq (5) fois plus de candidats en 3 ans.

#### 6.1.3. Gouvernance du système de la formation professionnelle :

- Elaboration d'une Lettre de Politique de Développement de l'Emploi, de l'Enseignement Technique et de la Formation Professionnelle (LPD/ EETFP)
- Réalisation d'un annuaire statistique.
- Poursuite de la tenue des conventions des Chefs d'établissements d'ETFP

#### Et pour la première fois :

- Elaboration d'un **manuel de procédure** de gestion administrative, pédagogique et financière en vue d'une amélioration de la gouvernance des écoles.
- Mise en place de Conseils d'établissements
- **Immatriculation** des nouveaux apprenants afin réduire les inscriptions frauduleuses
- Réglementation et harmonisation des frais d'inscription des apprenants

### 6.2. Emploi & Travail

- L'Enquête Spécifique sur l'Emploi et le Travail Décent<sup>1</sup> a estimé que le nombre d'emplois créés en Guinée au cours de la période de 2010-2012, à **266 688** dont 160 583 dans la capitale Conakry et 106 105 dans les autres villes.
- Organisation du premier Salon de l'Emploi dédié à la diaspora à Paris
- Construction, pour la première fois en Guinée, de la **Maison de l'Emploi et des Compétences**. Espace entièrement dédié à l'accompagnement des demandeurs d'emploi.
- Adoption d'un nouveau **Code du Travail** (l'ancien datait de 1985) (conforme aux normes internationales et plus protecteur des travailleurs guinéens)

### 7. Ministère des Mines et de la Géologie

Des réformes en profondeur et courageuses ont été entreprises pour la relance de ce secteur, notamment :

- l'assainissement du cadastre minier et l'élaboration d'un nouveau Code ;
- le renforcement des capacités institutionnelles de l'administration minière ;

---

<sup>1</sup> <http://www.ilo.org/gateway.asp?lang=en&url=/eng/employment/employment%20survey/employment%20survey%20guinea%202010-2012>



- la certification, **pour la première fois**, à l'Initiative de transparence des industries extractives (ITIE) ;
- la mise en place des comités de concertation dans les localités minières pour la prévention et la gestion des conflits ;
- Pour la première fois en Guinée et, sans doute à l'échelle internationale, la publication intégrale sur Internet de tous les contrats miniers.

Par ailleurs la Guinée a réussi à conclure plusieurs projets miniers pour une valeur de près de vingt six milliards de dollars (26 milliards de dollars USD), soit quatre fois le PIB de notre pays :

Simandou Sud (20 milliards de dollars), de Global Alumina Corporation (5,5 milliards de dollars) et de Alliance Mining Commodities - AMC (1 milliard de dollars).

## **8. Ministère de l'Agriculture**

Pour relever ce défi national de la sécurité alimentaire et de promotion de l'agriculture le Gouvernement a mis en chantier des réformes d'envergure grâce à une politique agricole qui s'articule autour des axes suivants :

- un soutien à la campagne agricole par le biais d'une stratégie ciblée de soutien aux petits agriculteurs dont :
  - l'importation et la mise à disposition dans les délais des intrants agricoles dont ils ont besoin ;
  - la production des semences pré-bases et de plants d'élite ;
  - la création d'un centre de prestation agricole dans toutes les préfectures du pays, achat de matériels et d'engins agricoles pour le labour, le traitement des plantes et les récoltes ;
  - la mise en place d'un système de suivi et d'évaluation de l'impact du soutien apporté par le développement de statistiques agricoles.
- la réalisation et la réhabilitation de pistes rurales dans les 4 régions naturelles ;
- le développement de la filière coton ;
- la formation, l'encadrement et l'équipement de jeunes agriculteurs et des agents de protection des cultures ;
- l'aménagement en cours de 1000 ha dans la plaine de Koundian, premier projet du genre entièrement financé par le BND.

Les allocations pour l'agriculture sont passées de 3,7% du budget en 2010 à 7,2%, en 2014. En d'autres termes de 2011 à 2014 ce sont 700 milliards de GNF qui ont été consacrés au secteur agricole.

Ces efforts se traduisent sur le terrain par une production en hausse avec près de 1,8 millions de tonnes de riz paddy pour la campagne agricole 2011-2012, et 2 millions de tonnes pour la campagne 2013-2014.

Les principales denrées sont présentes sur les marchés à des prix abordables durant toute l'année, nous éloignant ainsi des crises des périodes de soudure.

Pendant deux campagnes agricoles les paysans ont reçu des dotations à prix coûtant en engrais, semences et intrants, et des machines agricoles pré et post récoltes ;

Allocation d'un montant de 2 milliards de francs guinéens aux agriculteurs de la Haute Guinée pour la réparation de cinquante (50) tracteurs de marque Universal en souffrance ;

## **9. Infrastructures :**

Achèvement des travaux des routes ci-après :

- Tombo Echangeur, Matoto-Enta-Dabompa, Enta-Sonfonia
- Boffa-Kolaboui-Boké
- Bitumage (achevé ou en cours) de douze (12) villes : Kissidougou, Dabola, Kouroussa, Siguiri, Madiana, Kérouané, Labé, Mamou, Dalaba, Pita, Dinguiraye, N'Zérékoré.
- Aménagement au Port Autonome de Conakry, à travers le partenariat public privé avec le GROUPE VINCENT BOLLORE, de douze (12) hectares de terre-plein pour le stockage des conteneurs.
- Dabompa-Coyah
- Début des travaux : Mamou-Faranah, Mamou-Dabola, Kankan-Mandiana, Kankan-Kissidougou
- Sanctuaire marial de Boffa

## **10. Télécommunications :**

Alors qu'aucun gouvernement n'avait réussi à le faire, le Câble ACE (Africa Coast to Europe) reliant l'Europe à la côte ouest de l'Afrique par un système de connectivité haut-débit en fibre optique, est arrivé en Guinée-Conakry en juin 2014. Cette infrastructure des nouvelles technologies de la communication permet désormais à la Guinée d'accéder pour la première fois au réseau international de très haut débit et à moindre.

Avec le déploiement de la fibre le nombre d'utilisateurs d'Internet est passé de 150 000 en 2010 à plus de 2 000 000 en 2014.

## **11. Hôtellerie-tourisme-Artisanat**

Nouveaux hôtels :

- Hôtel trois (3) étoiles de la Caisse Nationale de sécurité Sociale à Boké
- Palm Camayenne
- Millénium

En cours de construction :

- Hôtel Tellyum (jardin Ignace Deen (4 étoiles)
- Hôtel Sheraton Kipé (5 étoiles)
- Hôtel Radisson Blu à Koloma (5 étoiles)
- Complexe hôtelier de Tombo (4 étoile)
- Hôtel AZALAI (EX Abattoir) de Coléah (4 étoiles)
- Hôtel ONOMO à Kipé (4 étoiles)

## **12. Justice**

- Adoption du Statut de la magistrature
- Installation, pour la première fois, du Conseil supérieur de la magistrature (alors qu'il existe sur papier depuis 1991)
- Revalorisation du traitement salariale des magistrats

## **13. Divers effort consentis pour améliorer les conditions de vie des populations guinéennes :**

- Gratuité de la césarienne ;
- Gratuité de l'accouchement ;
- Suppression de l'impôt de capitation ;
- Réparation ou remplacement de 2300 forages en eau potable en panne sur toute l'étendue du territoire national et construction de 200 nouveaux forages pour alimenter les populations urbaines et rurales en eau potable ;
- Création suivant le décret D/2011/309/PRG/SGG du 21 Décembre 2011, du Fonds National de Micro crédits en faveur des femmes et des jeunes, conformément à la répartition suivante ;
- Suppression des retenues sur traitements et salaires (RTS) sur les salaires des travailleurs civils pour la tranche allant de 1 à 1 000 000 FG ;
- Allègement des (RTS) de 30% à 5% par la tranche de salaires allant de 1 000 000 001 FG à 2 000 000 FG (loi des finances 2012) ;
- Rehaussement de la valeur du point d'indice pour le calcul des pensions civiles passant de 312 FG à 375 FG pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 2012 ;
- Acquisition grâce à la coopération chinoise de cent (100) Bus neufs pour Conakry et l'intérieur du pays. Ces bus sont exploités sous l'égide de la Société SOTRAGUI, créée à cet effet ;
- Subvention du prix du ticket du bus SOTRAGUI de 1 000 FG à 2 500 FG pour permettre à tous citoyens d'y accéder ;
- Fourniture aux élèves de l'élémentaire 6 000 000 de manuels scolaires ;
- Acquisition en faveur du SPTD grâce à la coopération chinoise de (50) camions Bennes poubelles pour l'assainissement de la ville de Conakry ;
- Subvention du pèlerinage 2011 à la Mecque à raison de 3 000 000 FG par pèlerin soit au total 22 500 000 000 (Vingt Deux Milliards Cinq Cent Millions) pour 7 500 pèlerins ;

- Subvention régulière du coût de la viande pendant les fêtes et notamment le Ramadan en accord avec les responsables de la filière ;
- Soutien matériel et financier à la société FRIGUIA et à son personnel par la fourniture de MAZOUT à l'usine par EDG et le paiement de salaire des travailleurs ;
- Augmentation des salaires des travailleurs civils de 50% (2012-2013) ;
- Adoption d'un salaire Minimum Interprofessionnel Garanti (SMIG) de Quatre Cent Quarante Mille (440 000) Francs Guinéens.

Comme on le voit, ces quelques résultats significatifs du bilan combien élogieux du Président de la République, Chef de l'Etat, le Professeur Alpha Condé engagent tous les guinéens de bonne foi, rêveur d'une Guinée émergente et fière à faire élire le Professeur Alpha Condé, candidat des forces du progrès, dès le premier tour, le 11 octobre 2015. Car, nul ne doute de l'envergure d'homme d'Etat du Président guinéen sur l'échiquier international et de sa capacité hors du commun à ouvrir et à démultiplier les chantiers du développement dans tous les domaines de la vie nationale.

**Groupe d'Appui au Changement**  
**"GAC"**